



Pourquoi la guerre d'Israël contre l'UNRWA est-elle si sinistre ?

L'objectif de Tel-Aviv de démanteler l'agence des Nations unies au nom de la sécurité est un coup stratégique visant non seulement à priver les réfugiés palestiniens d'une assistance vitale, mais aussi à éradiquer complètement l'idée qu'ils retourneront un jour sur les terres d'où ils ont été expulsés.

Par [William Van Wagenen](#)

Mondialisation.ca, 16 février 2024

[The Cradle](#) 15 février 2024

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Crimes contre l'humanité](#)

Analyses: [LA PALESTINE](#)

Ces efforts concertés pour miner l'UNRWA ne sont qu'une stratégie délibérée de contrôle de l'histoire des réfugiés palestiniens, et de refonte de la démographie de la Palestine.

*

L'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) est confronté à la plus grave crise existentielle de ses 74 ans d'existence, les coupes budgétaires de plusieurs pays occidentaux venant s'ajouter aux atrocités perpétrées par Israël à Gaza.

L'agence des Nations unies est [unique](#) en ce sens qu'elle est la seule à se consacrer à un groupe spécifique de réfugiés dans des régions données et qu'elle est la seule organisation humanitaire à gérer un système éducatif à part entière. L'UNRWA est également [la seule organisation mandatée pour travailler à Gaza](#) et distribuer de l'aide aux deux millions de personnes actuellement piégées et affamées dans l'enclave assiégée.

Pour aggraver ces difficultés, l'occupation veut son démantèlement.

Il faut détruire l'UNRWA

En janvier, Israël a prétendu que des membres palestiniens du personnel de l'UNRWA avaient participé à l'opération "Al-Aqsa Flood" menée par la résistance le 7 octobre, ce qui a conduit les États-Unis et 18 autres pays à suspendre rapidement le financement de l'organisation.

Ces mesures ont été accueillies avec stupeur, car l'UNRWA joue un rôle essentiel dans la fourniture de vivres et de médicaments aux habitants de Gaza affamés qui luttent pour survivre au siège et au bombardement de l'enclave côtière par Israël.

Cependant, les allégations d'Israël ne reposent sur aucune preuve. Elles relèvent plutôt d'un plan secret élaboré en amont par le ministère israélien des affaires étrangères en vue de détruire l'UNRWA. Il estime que l'UNRWA "travaille contre les intérêts d'Israël" en perpétuant le rêve du droit au retour des réfugiés palestiniens et l'idée de la lutte armée contre l'occupation.

Le plan du ministère des affaires étrangères, [divulgué](#) à la chaîne israélienne *Channel 12* le

28 décembre, présente un processus en trois étapes pour éliminer l'UNRWA à Gaza, en prétextant l'opération de résistance menée par le Hamas :

- premièrement, monter un dossier prétendant que l'UNRWA coopère avec le Hamas,
- deuxièmement, réduire le champ d'activité de l'UNRWA et trouver des prestataires de substitution, et
- troisièmement, transférer les responsabilités de l'UNRWA à une autre entité.

Channel 12 a noté qu'Israël veut agir en douceur, puisque le gouvernement américain considère l'UNRWA comme crucial pour les efforts humanitaires à Gaza. Le ministère des Affaires étrangères cherche à développer progressivement les arguments en faveur de l'éviction de l'organisation dans le cadre des discussions sur le "jour d'après" la guerre, en cas de démantèlement du Hamas.

Chronologie des événements

Selon un [article](#) du *New York Times*, la "chronologie des événements" qui a conduit les Etats-Unis à suspendre le financement de l'UNRWA a débuté le 18 janvier lorsque Amir Weissbrod, directeur général adjoint du ministère israélien des Affaires étrangères, a rencontré Philippe Lazzarini, le directeur de l'UNRWA à Tel-Aviv.

Weissbrod a montré à Lazzarini un dossier des services de renseignement israéliens affirmant que 12 employés de l'UNRWA avaient participé aux attentats du 7 octobre.

Après la réunion en Israël, Lazzarini n'a fait aucun effort pour confirmer la validité de ces affirmations. Au lieu de cela, il s'est envolé pour New York afin de rencontrer le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, et s'est immédiatement mis à licencier les employés, a déclaré un fonctionnaire de l'ONU.

Le *Guardian* [rapporte](#) qu'il a été demandé à M. Lazzarini, lors d'une conférence de presse, s'il avait cherché à savoir s'il existait des preuves des allégations présentées par M. Weissbrod.

"Non", a répondu Lazzarini, "l'enquête est en cours".

M. Lazzarini a déclaré qu'il avait pris cette "décision exceptionnelle et urgente" en raison de "la nature explosive des allégations", plutôt qu'en raison d'une quelconque preuve.

M. Lazzarini a déclaré qu'il n'avait même pas lu le dossier lui-même parce qu'il était en hébreu. C'est Weissbrod "le lisait et le traduisait pour moi", a-t-il déclaré.

Comment les États-Unis ont-ils su ?

Le même article du *New York Times* indique que l'UNRWA a informé les responsables américains de ces allégations le 24 janvier. Deux jours plus tard, le secrétaire d'État américain Antony Blinken a annoncé la suspension du financement de l'UNRWA.

Il est choquant de constater que le département d'État a fait cette annonce alors que des rapports indiquaient que Gaza était au bord de la famine, et bien qu'il ait [reconnu](#) que

"l'UNRWA joue un rôle essentiel dans le maintien d'une assistance vitale aux

Palestiniens, notamment en ce qui concerne les produits alimentaires essentiels, les médicaments et les abris”.

Comme M. Lazzarini, M. Blinken a pris cette décision sans demander de preuves à Israël, mais en se fondant uniquement sur la gravité supposée des allégations. M. Blinken a justifié sa décision de suspendre l'aide aux Palestiniens affamés en [déclarant](#) :

“Nous n'avons pas eu la possibilité d'enquêter nous-mêmes sur [ces allégations]. Mais elles sont très, très crédibles”.

Dans un élan apparemment concerté, d'autres pays, dont l'Allemagne, la Grande-Bretagne et l'Australie, lui ont rapidement emboîté le pas. Même la ministre australienne des affaires étrangères, Penny Wong, a [reconnu](#) avoir suspendu son aide sans avoir reçu au préalable la moindre preuve de la part d'Israël, ni même demandé à Lazzarini de partager les preuves qu'il pourrait éventuellement détenir.

La crise financière a pris une telle ampleur que Juliette Touma, directrice de la communication de l'UNRWA, a déclaré qu'après

“des décennies de collaboration”, en “un peu plus de 24 heures, neuf de nos donateurs ont suspendu leur financement à l'UNRWA”.

Un autre dossier douteux

Alors que les critiques sur la suspension de l'aide se multipliaient, les responsables du ministère israélien des Affaires étrangères ont transmis un dossier à plusieurs organes de presse étrangers.

Mais après avoir pris connaissance du dossier, le [Financial Times](#) et la chaîne britannique [Channel 4](#) ont déclaré qu'il n'apportait “aucune preuve” de ce qu'il avançait.

L'ancien directeur de l'UNRWA, Chris Gunness, l'a [comparé](#) au “dossier douteux” utilisé par Tony Blair pour pousser la Grande-Bretagne à la guerre en Irak.

“Il n'y a pas de preuves réelles. Il n'y a que des accusations”, a conclu M. Gunness.

Lior Haiat, porte-parole du ministère israélien des affaires étrangères, a tenté de justifier son refus de fournir des preuves tangibles en affirmant que “la nature même des allégations fait qu'il est impossible pour Israël de partager toutes les preuves dont il dispose avec l'UNRWA”.

“Ils croient que nous pouvons leur fournir des informations relatives au Renseignement, sachant que certains de leurs employés travaillent pour le Hamas ? Êtes-vous sérieux ?”, a-t-il rétorqué .

Mais le propagandiste et porte-parole israélien Eylon Levy a refusé de dire si Israël avait fourni des preuves aux gouvernements américain et britannique.

“Je ne suis pas personnellement au courant des documents qui ont pu être transmis entre les deux services de renseignement”,

a-t-il [déclaré](#) à *Channel 4* lorsqu'on lui a demandé de fournir des preuves de ces affirmations.

Des liens avec le Hamas ?

Le ministère israélien des affaires étrangères a poursuivi la mise en œuvre du plan en trois étapes visant à détruire l'UNRWA en formulant de nouvelles allégations de coopération entre l'UNRWA et le Hamas.

Le 29 janvier, le *Wall Street Journal* (WSJ) a [rapporté](#) des affirmations basées sur des renseignements israéliens selon lesquelles

“1 200 des quelque 12 000 employés de l'UNRWA à Gaza ont des liens avec le Hamas ou le Jihad islamique palestinien, et environ la moitié d'entre eux ont des parents proches affiliés à ces groupes militants islamistes”.

L'article ne fournit aucune preuve, ne citant que les services de renseignement israéliens, et a été coécrit par Carrie Keller-Lynn, [une Américaine volontaire dans l'armée israélienne](#) qui entretient des relations privées avec un porte-parole de l'armée israélienne.

Même si elles sont vraies, ces allégations n'ont aucun sens. Le Hamas étant le parti au pouvoir à Gaza, il va de soi que de nombreux employés de l'UNRWA sont favorables au mouvement de résistance ou ont des liens de parenté avec certains de ses membres.

De même, il n'y a rien de surprenant à ce qu'un employé d'une ONG ou d'un groupe d'aide israélien soit favorable à l'armée israélienne ou ait des membres de sa famille au sein du Likoud, le parti au pouvoir.

Comme l'a [noté Haaretz](#), les employés de l'UNRWA en Cisjordanie et dans d'autres pays où l'organisation opère sont généralement plus alignés sur la faction palestinienne dominante dans cette région.

Nous n'avons pas pu vérifier

Le projet du ministère israélien des Affaires étrangères de dépeindre l'UNRWA comme étant lié au Hamas s'est rapidement concrétisé par de nouvelles et étranges allégations selon lesquelles le Hamas aurait implanté un gigantesque centre de données directement sous le siège de l'UNRWA à Gaza.

Le *Times of Israel* [affirme](#) que le centre de données a été “construit précisément là où Israël n'envisagerait pas de jeter un coup d'œil, et encore moins de le cibler lors d'une attaque aérienne”.

Mais Israël [bombarde](#) les écoles de l'UNRWA et d'autres installations de l'ONU depuis des décennies, [y compris](#) lorsqu'un grand nombre de civils s'y abritent. Pas un seul dirigeant du Hamas n'imaginerait que cela lui assure une quelconque protection.

Mais comme l'a [montré](#) l'analyste de l'OSINT [*open source intelligence* : renseignement

obtenu par une source d'information publique] Michael Kobs, le prétendu centre de données que l'armée israélienne a exhibé aux journalistes étrangers n'était pas du tout situé sous le siège de l'UNRWA.

Michael Kobs note également que lorsque Sophie van der Tann, journaliste du *Tageschau*, a été emmenée dans un tunnel pour voir le prétendu centre de données, elle a [déclaré](#) : *"Nous n'avons pas pu vérifier"* qu'il se trouvait sous le siège de l'UNRWA.

Effacer le droit au retour

Mais pourquoi Israël est-il déterminé à détruire l'UNRWA ?

L'une des raisons est la volonté d'Israël d'affamer lentement les 2,3 millions d'habitants de Gaza.

Au début de la guerre, le 7 octobre, le ministre de la défense Yoav Gallant a notamment [ordonné](#) un *"blocus total"* de Gaza, déclarant : *"Il n'y aura ni électricité, ni nourriture, ni carburant, tout est bouclé"*. La campagne de fin janvier visant à suspendre le financement de l'UNRWA s'est déroulée à un moment où la *"famine"* était déjà *"imminente"* à Gaza, [selon](#) le chef des secours d'urgence de l'ONU, Martin Griffiths. Les responsables israéliens savaient que la suspension du financement de l'UNRWA à ce moment-là ne ferait que précipiter la famine. Un responsable militaire israélien a [reconnu](#), lors d'une interview au *WSJ* le 13 février que *"sans l'UNRWA, il n'y a pas d'aide humanitaire à Gaza"*.

Mais c'est une autre raison qui pousse Israël à détruire l'UNRWA, qui date d'avant la guerre actuelle.

Hanin Abou Salem, analyste politique et chercheur palestinien, a [expliqué](#) qu'Israël veut démanteler l'UNRWA parce qu'il transmet le statut de réfugié de génération en génération, garantissant ainsi le droit au retour des réfugiés palestiniens et veillant à ce que leurs espoirs de retourner sur la terre de leurs ancêtres ne disparaissent pas avec la mort des premiers réfugiés de 1948.

Si l'UNRWA est démantelé et remplacé par le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), comme l'espère Israël, ceci garantira que les Palestiniens ne pourront être réimplantés que dans des pays tiers, et ne retourneront jamais dans les maisons et sur les terres d'où Israël a expulsé de force leurs grands-parents lors de la *Nakba*.

En 2017, Israël a lancé une campagne de propagande contre l'UNRWA et a réussi à convaincre l'administration Trump de réduire d'environ 300 millions de dollars le financement de l'organisation l'année suivante, avant que l'administration Biden ne rétablisse 235 millions de dollars en 2021.

Détruire une idée

Mais avec le début de la guerre le 7 octobre, Israël estime avoir une seconde chance, non seulement de détruire le droit au retour, mais aussi *"l'idée"* de toute lutte armée pour y parvenir.

Noga Arbell, chercheuse au forum de droite *Kohelet*, a récemment [expliqué](#) que l'UNRWA devait être *"anéanti"* parce qu'il est la *"source de l'idée"*.

“L’UNRWA engendre de plus en plus de terroristes de toutes sortes de façons. L’UNRWA doit être éliminé immédiatement – maintenant – ou Israël perdra l’occasion qui lui est offerte”.

L’UNRWA “engendre des terroristes” par l’intermédiaire de ses 706 écoles, où quelque 543 075 enfants réfugiés de Palestine reçoivent une éducation de base gratuite.

À Gaza, l’UNRWA utilise les manuels de l’Autorité palestinienne (AP) et les complète avec son propre matériel. Israël est depuis longtemps irrité par le fait que ces manuels comprennent des leçons sur la vie de l’un des symboles les plus célèbres de la résistance armée palestinienne, une jeune femme de 18 ans, réfugiée palestinienne née au Liban, Dalal al-Mughrabi.

En 1978, Mughrabi a dirigé un groupe de combattants palestiniens du Fatah, le parti de Yasser Arafat, président de l’OLP, pour mener une opération en Israël.

Selon [la version israélienne des événements](#), Mughrabi “a mené l’un des attentats suicides les plus meurtriers de l’histoire d’Israël” en détournant un bus et en prenant ses passagers en otage sur l’autoroute entre Haïfa et Tel-Aviv. Au cours de l’opération, le bus a explosé et “38 Israéliens ont été tués, dont 13 enfants”.

Israël prétend que l’UNRWA enseigne donc le “meurtre de masse” en utilisant des livres de l’Autorité palestinienne qui encouragent toute la population à ressembler à Mughrabi.

Cependant, les Palestiniens affirment que les forces israéliennes ont tué les otages.

On peut tuer un révolutionnaire, mais pas la révolution

[Selon un article](#) paru en 2008 dans le *Guardian*, Mughrabi et les rebelles palestiniens avaient l’intention d’attaquer le ministère de la Défense à Tel-Aviv et ont détourné deux bus transportant des civils sur la route côtière près de Haïfa. En chemin, ils ont engagé une intense fusillade de 15 heures avec les Forces israéliennes.

Les Palestiniens affirment que le bus a explosé, tuant les combattants et les otages, après avoir été la cible de tirs aériens de la part d’hélicoptères israéliens ou de commandos d’élite israéliens, constituant peut-être un des premiers exemples de [la directive Hannibal](#).

Les forces israéliennes ont [mis en œuvre](#) la directive Hannibal le 7 octobre, tuant un grand nombre de leurs propres civils – et brûlant beaucoup d’entre eux vivants – à l’aide d’hélicoptères d’attaque, de chars et de drones, tout en imputant tous ces décès au Hamas.

Même si Israël réussit à exécuter son plan de destruction de l’UNRWA en affamant et en bombardant des dizaines de milliers de personnes à Gaza, il ne pourra pas effacer l’esprit de Dalal al-Mughrabi et des milliers de victimes qui, comme elle, se sont sacrifiées pour la liberté des Palestiniens.

Dans les 24 heures qui ont suivi les accusations infondées portées contre l’UNRWA, les États-Unis, le Royaume-Uni et 14 autres pays ont suspendu le financement de l’organisation que le Wall Street Journal a décrite comme le “*principal pilier des opérations d’acheminement de l’aide alimentaire, des médicaments et d’autres fournitures humanitaires à Gaza*”.

La brutalité de ces coupes a été particulièrement choquante [à la lumière de la menace imminente de famine](#), comme l'a souligné M. Griffiths, avertissant que Gaza était au bord de la catastrophe humanitaire.

Ces mesures drastiques ont été prises à la suite d'allégations fondées sur un dossier douteux de six pages, dont on peut penser qu'il fait partie d'un plan méticuleusement élaboré et orchestré par le ministère israélien des Affaires étrangères, visant à démanteler l'infrastructure humanitaire et éducative au service des Palestiniens déplacés à l'intérieur de leur propre pays.

Ces efforts concertés pour miner l'UNRWA ne sont qu'une stratégie délibérée de contrôle de l'histoire des réfugiés palestiniens et de refonte de la démographie de la Palestine.

William Van Wagenen

Article original en anglais : [Why Israel's war on UNRWA is so sinister](#), The Cradle, le 15 février 2024.

Traduction : [Spirit of Free Speech](#)

La source originale de cet article est [The Cradle](#)
Copyright © [William Van Wagenen](#), [The Cradle](#), 2024

Articles Par : **[William Van Wagenen](#)**

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez : media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca